

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE

54 *ARRETE n° 32 du 24 juillet 2007 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Comité de Pilotage national du Programme de Restructuration et mise à niveau de l'Industrie des Etats membres de l'UEMOA*

LE MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE,

Vu la Constitution ;

Vu l'Accord politique de Ouagadougou du 4 mars 2007 ;

Vu le Traité de l'Union Economique et monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;

Vu le Protocole additionnel n° II relatif aux politiques sectorielles de l'UEMOA ;

Vu l'Acte additionnel n° 05/99 du 8 décembre 1999 portant adoption de la politique Industrielle commune (PIC) de l'UEMOA ;

Vu la décision n° 12/2006/CM/UEMOA du 29 juin 2006 portant adoption du programme de Restructuration et de mise à niveau de l'industrie des Etats membres de l'UEMOA ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement,

ARRETE :

Article premier. – Création du comité de pilotage national du programme de restructuration et de mise à niveau de l'industrie des Etats membres de l'UEMOA.

Il est créé un comité de pilotage national du programme de restructuration et mise à niveau de l'industrie des Etats membres de l'UEMOA.

Art. 2. – Attributions du comité de pilotage.

Le comité de pilotage national du programme de restructuration et de mise à niveau de l'industrie des Etats membres de l'UEMOA est chargé d'assurer la gestion stratégique du programme.

A ce titre, il appuie le gouvernement dans la conception et la mise en œuvre de politiques dans le domaine de la restructuration et de mise à niveau des entreprises.

Il procède également aux études et évaluations régulières en vue de l'amélioration des programmes de restructuration et de mise à niveau pour en diffuser les résultats.

Dans un souci d'efficacité du programme, le comité assure la coordination des interventions des partenaires au développement au plan national et définit les modalités d'intervention du programme à savoir le règlement intérieur, la procédure du bureau de restructuration et de mise à niveau, les critères d'adhésion au programme et le taux de primes versées par l'UEMOA aux entreprises nationales.

Art. 3. – Composition du comité de pilotage.

Le comité de pilotage national du programme de restructuration et de mise à niveau de l'industrie des Etats membres de l'UEMOA est composé de 17 membres dont 11 ont voix délibératives et 6 avec voix non délibératives.

Les membres ayant voix délibératives :

1 – représentant du ministère de l'Industrie et de la Promotion du Secteur privé ;

1 – représentant de la Primature ;

1 – représentant du ministère d'Etat, ministère du Plan et du Développement ;

1 – représentant du ministère de l'Economie et des Finances ;

1 – représentant du ministère de l'Intégration africaine ;

1 – représentant de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) ;

1 – représentant de l'Union Européenne ;

1 – représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie ;

1 – représentant de la Confédération générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGE-CI) ;

1 – représentant de la Fédération Ivoirienne des Petites et Moyennes Entreprises (FIPME) ;

1 – représentant de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements financiers de Côte d'Ivoire (APBEF-CI) ;

Les membres sans voix délibératives.

1 – représentant du ministère de l'Agriculture ;

1 – représentant du ministère du Commerce ;

1 – représentant de l'Union Européenne ;

1 – représentant de l'Union des Grandes Entreprises Industrielles de Côte d'Ivoire (UGE-CI) ;

1 – représentant de l'Association professionnelle des Assurances ;

1 – représentant du ministère de l'Industrie et de la Promotion du Secteur privé.

Les représentants doivent être désignés nommément par leur structure de tutelle. Par ailleurs, le comité peut recourir, en cas de besoin, à toutes les compétences nécessaires à la mise en œuvre efficiente du programme.

Art. 4. – Présidence du comité de pilotage.

La présidence du comité de pilotage national du programme de restructuration et de mise à niveau de l'industrie des Etats membres de l'UEMOA est assurée par le ministre de l'Industrie ou son représentant. Il est chargé de suivre l'évolution des activités du comité.

Art. 5. – La vice-présidence du comité de pilotage.

La vice-présidence du comité de pilotage national du Programme de restructuration et de mise à niveau de l'industrie des Etats membres de l'UEMOA est assurée par un représentant du Secteur privé.

Il est chargé d'assister le président du comité dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 6. – Secrétariat Technique du Comité de Pilotage.

Le Secrétariat technique du Comité de Pilotage national du programme de restructuration et de mise à niveau de l'industrie des Etats membres de l'UEMOA est assuré par le ministère de l'Industrie et de la Promotion du Secteur privé.

Le Secrétariat technique est chargé de :

– mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation du Programme.

– coordonner la mise en œuvre des actions du programme et des stratégies nationales de développement en matière de restructuration des entreprises.

– rédiger des rapports réguliers sur l'évolution des activités du comité et de l'évolution du programme.

– proposer toutes mesures de nature à favoriser le développement des entreprises.

- convoquer les réunions du comité.
- gérer le budget du comité de Pilotage.

Art. 7. - Financement des activités du comité de pilotage.

Les frais de fonctionnement du comité de pilotage national du programme de restructuration et de mise à niveau de l'industrie des Etats membres de l'UEMOA sont à la charge du budget du programme régional de restructuration et de mise à niveau géré par la Commission de l'UEMOA.

Art. 8. - Périodicité des réunions.

Le comité de Pilotage national du programme de restructuration et de mise à niveau de l'industrie des Etats membres de l'UEMOA se réunit sur convocation de son président et autant de fois que de besoin.

Art. 9. - Date d'effet.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature et sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et au *Bulletin officiel* de l'UEMOA.

Abidjan, le 24 juillet 2007.

Amah Marie TEHOUA.

ACTES DES INSTITUTIONS

GRANDE CHANCELLERIE DE L'ORDRE NATIONAL

DECRET n° 2007-159 du 16 mars 2007 portant nominations dans l'Ordre du Mérite ivoirien.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

GRAND MAITRE DE L'ORDRE DU MERITE IVOIRIEN,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 60-403 du 10 décembre 1960 portant organisation de l'Ordre national de la République de Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 70-544 du 11 septembre 1970 portant création de l'Ordre du Mérite ivoirien, notamment en son article 14,

DECRETE :

Article premier. - Les nominations suivantes sont prononcées « à titre exceptionnel » dans l'Ordre du Mérite ivoirien pour services distingués rendus à la Côte d'Ivoire.

Au grade d'officier.

MM GUEHI Goroza - Directeur de la Météorologie nationale de la SODEXAM ;

KAMOHAN Méman - Commandant de l'aérodrome de Yamoussoukro ;

KOUADIO Kouassi Clément - Directeur général de SIDELAF ;

KOUAKOUN N'Guessan - Directeur de l'Exploitation et de la maintenance de la SODEXAM ;

KOUAME Valentin - Directeur général de la SOPIE ;

LAI Maurice - Chef de service des Equipements et Infrastructures Radioélectriques à Yamoussoukro.

Au grade de Chevalier

MMES AZAN née ESSAPA Affoua M. - Secrétaire de direction au MEMEF ;

BHONI née ALLIUX Angèle M. - Agent Comptable du CHU Cocody ;

BOGUIFO Emilienne - Ex-Présidente Amicale des femmes du PAA ;

DALAUD Yaba Cathérine - Huissier du Trésor ;

GNEBEI née OUATTARA Alice - Chef de bureau de Douanes ;

KAMARA née OUATTARA M. - Secrétaire du Trésorier général Abidjan nord ;

KILIMO épouse DIBY Kouamé Yah Clémentine - Sous-directeur des Statistiques ;

KOIZAN née KOMET Chiadon Mireille - Sous-directeur des Relations publiques ;

KODRO Elizabeth - Receveur des Impôts ;

MANZAN née AZOUAN Yaba - Chef de service des Saisines ;

N'GBESSO épouse ATTEY Mathilde - Secrétaire de direction

OUATTARA épouse DASSIE Awa - Directeur régional d'Abidjan sud I ;

OUATTARA Mokoua née MOZOUN - Agent au service documentation et archives ;

SONAN Née OSSEY Cha Marie - Adjoint Administratif ;

TAPE Anne Marie - Contrôleur des Impôts ;

YOMAN épouse YAO N'Dre Jeanne Hortense N'Guessan - Directeur régional des Douanes ;

MM ACHO N'Cho Georges - Agent d'encadrement des Douanes ;

ADO ADO Jean Jacques Louis - Directeur Commercial et Marketing du Port Autonome de San-Pédro ;

AKACHIBI Achiépo - Conseiller technique au PAA ;

BAMBA Yaya - Inspecteur vérificateur principal ;

BANTO Baibo Jean-Pierre - Conseiller technique du DGTCF ;

BAGOU Zako Adama - Conseiller technique chargé de l'Administration ;

BLE Lami - Directeur des Institutions de finances ;

BOBIA Groguhé Emile - Directeur des Moyens généraux des Douanes ;

BOMBO Dagui Marcel - Commandant du PAA ;

BRIKA Sarapahi - Directeur de la Dette publique ;

BROU Kouadio Lucien - Directeur régional d'Abidjan nord ;

CAMARA Tiégbé Jean - Directeur du Développement au PAPS ;

COULIBALY Soro Soumaila - Receveur des Impôts ;

DAGO Dadié - Inspecteur général de Daloa ;

DIABA Assoukpou Roger - Sous-directeur des secteurs sociaux ;

DE BINDE Séraphin - Agent d'encadrement des Douanes ;

DJADJA Honoré - Directeur général de GLS-CI ;

DOGBO Afran Boniface - Conseiller technique chargé de la Communauté Portuaire ;

DRO Touré - Inspecteur des Impôts ;

EHOUMAN Anoumon Edouard - Secrétaire général de SYLAPAA ;

GAUSE Fernand Julien Eucher - Conseiller technique au PAA

GBANE Abou - Directeur du comité de Réforme ;

GNAKO Marcelin - Receveur des Douanes ;

GODE Gbadja - Directeur Commercial adjoint au PAA ;

GUEDE Kogbo Jean Baptiste - Directeur technique du PAPS ;

GUEI ZIAN - Directeur des Achats au PAA ;